

JOURNÉES DE FORMATION HÔTELIÈRE À BOUIRA

Il était une fois... le tourisme à Tikjda

La Direction du tourisme de la wilaya de Bouira a initié deux jours de formation au profit du personnel hôtelier ainsi que des agences du tourisme exerçant sur le territoire de la wilaya.

Lors de ces journées, la direction du tourisme, qui voulait faire de ces journées un grand événement, a quelque part réussi dans la mesure où elle a démontré que pour la formation, le personnel de cette direction, en commençant par son directeur, sont les premiers à en avoir besoin. Invités à ces journées pour la couverture, nous avons trouvé sur les lieux, c'est-à-dire au CNSLT de Tikjda, où est prévue cette formation, un directeur dépassé qui n'arrive même pas à nous transmettre le programme de la journée, alors que ses cadres, à qui nous avons demandé le document de presse qui était disponible, et qui fut d'ailleurs distribué à l'ensemble des participants, nous ont répondu simplement que le document ne nous était pas destiné.

Qu'à cela ne tienne. Malgré ces bévues, nous avons quand même pu avoir le programme rédigé en arabe. Ainsi, nous avons su que lors de ces deux journées de formation, il est prévu trois interventions, dont les thèmes traduits en arabe par nos soins, tournent autour du rôle des ressources humaines dans l'amélioration des produits touristiques, l'offre touristique algérienne et, enfin, les techniques

de commercialisation au niveau des établissements hôteliers.

Cependant, si ces thèmes sont intéressants à plus d'un titre, les interventions faites lors de cette première journée le sont davantage.

Les représentants du ministère du Tourisme étaient sur place pour parler de la nouvelle politique du tourisme alors qu'à quelques dizaines de mètres des lieux, les travailleurs de l'hôtel Djurdjura étaient en grève et réclamaient leur maintien au sein du l'EGT qui relève du ministère du Tourisme. Heureusement, il y avait le P/APC d'El-Esnam, duquel relève la station de Tikjda, pour rappeler certaines vérités.

En effet, lors de son intervention, le P/APC a eu raison de rappeler que la population a besoin du tourisme populaire, et non du tourisme d'élite. Car, à voir les visées du MJS pour cette station, il y a tout lieu de croire que Tikjda ne sera plus cette station touristique ouverte à tous les citoyens mais à seulement une élite. Et le P/APC de rappeler aux représentants du ministère du Tourisme que Tikjda a besoin d'hôtels dans lesquels le simple citoyen peut se permettre une nuitée ; pas des complexes

comme le CNSLT dont les prix sont inaccessibles.

Autre fait significatif lors de cette journée, marquée par le passage définitif de l'hôtel Djurdjura entre les mains du MJS, la décision signée immédiatement par le wali et consistant en l'interdiction de la vente de boissons alcoolisées dans l'enceinte de cet hôtel.

Ainsi donc, en 2009, à l'heure où l'on parle d'une nouvelle politique du tourisme, où l'on cherche les voies et les moyens nécessaires pour pousser les étrangers à avoir un regain d'intérêt pour la destination Algérie, où l'on dépense plus de 3 millions dollars de spots publicitaires de quelques minutes afin de donner une meilleure image à la destination Algérie, dans un lieu touristique de haut niveau comme Tikjda, l'on se précipite pour signer un arrêté d'interdiction d'alcool dans le restaurant.

Cela se passe au moment où chez nos voisins immédiats la politique touristique n'est pas un vain slogan, les autorités tunisiennes prennent leur courage à deux mains et décrètent l'ouverture des restaurants en plein Ramadhan pour permettre aux touristes de se sentir à l'aise. Chez nous, sitôt la station touristique entre les mains du MJS, le wali s'empresse pour interdire l'alcool et d'autres personnes de proposer la construction... d'une mosquée. Pauvre Algérie !

Cela étant, une autre intervention était tout aussi intéressante. Il s'agit de celle du directeur de l'agence Najah Tarvel Agency. Ce dernier a relevé que le problème du tourisme en Algérie, n'est pas dans l'accueil mais dans la quantité d'infrastructures hôtelières existantes à l'échelle nationale. Avant de parler de la nouvelle révolution dans les mentalités, «libérons le marché, encourageons les initiatives personnelles dans la construction des hôtels», dira-t-il avant de poursuivre : «Avec la disponibilité des infrastructures, le professionnalisme s'installera de lui-même puisque les compétences existent et de fait, la concurrence sera acharnée et sera à l'avantage du tourisme en Algérie». Pour rappel, au niveau des pays dont le tourisme n'est pas un vain mot, comme la Tunisie, l'Egypte, le Maroc, la Syrie, la Jordanie ou le Liban, les boissons alcoolisées sont vendues et servies au même titre que le café ou la limonade. Sommes-nous plus musulmans que les autres ? Ou alors, disons-le franchement et sans hypocrisie, nous sommes dans une République islamique et laissons le tourisme à ses véritables propriétaires.

Y. Y.

BOUMERDÈS

Rencontre administration-société civile

Il y avait foule jeudi dernier à la salle de conférences de la wilaya de Boumerdès. Des centaines de membres d'associations sont venus à l'invitation des P/APC ou du cabinet du wali.

Les uns pensaient que l'occasion est propice pour dénoncer des dysfonctionnements à tous les échelons de l'administration et la marginalisation dont sont victimes les citoyens, d'autres espéraient exposer les difficultés que vivent leurs concitoyens dans tous les domaines. La majorité est partie déçue de ne pouvoir prendre la parole.

L'administration par le biais des directeurs de l'hydraulique, des travaux publics, des transports, des équipements publics qui ont fait des exposés sur les projets en cours, l'intervention préliminaire et les longues réponses du wali a eu la part belle pour le temps de parole. S'agissait-il en fait d'échanges ou de la présentation, en cette période préélectorale, d'un programme de développement de la wilaya ? A l'issue de l'intervention préliminaire du wali, l'assistance a visionné des photos et vidéos sur des situations lamentables dans cette wilaya : constructions illicites, ordures ménagères jetées le long des axes routiers, pollution, commerces informels... Il se trouve que bon nombre de responsables de cette situation se trouvaient dans la salle. Pour revenir aux associations, il y

a eu tout de même quelques interventions de membres de la société civile comme celle du président du comité du village socialiste de Chabet El-Ameur qui ironise avant de broser un tableau noir de son village, en particulier, et de sa commune, en général. «Chaque fois qu'il pleut nous devenons des prisonniers. Pourtant nous n'avons commis aucun délit.» Il fait savoir à l'auditoire que les dizaines d'écrits n'ont pas fait bouger l'administration. Et il assène sur le vécu quotidien de ses concitoyens : «Il n'y a pas de routes dans notre commune ! L'eau coule seulement une fois tous les quinze jours, parfois plus. Le gazoduc qui achemine le gaz à partir de Hassi Messaoud vers Bordj-Menaïel passe par notre village et nous en sommes privés.»

Le chargé de l'organisation tentait de l'arrêter mais l'assistance était visiblement désappointée. Abordé en aparté, cet orateur estime que ce genre de rencontre pourrait être utile si l'administration consent à écouter les appels des véritables responsables de la société civile. Par contre deux p/apc n'étaient visiblement pas très emballés par cette rencontre. «L'élaboration des priorités de ma commune s'est faite avec la collaboration des associations et comités de quartiers et villages. Mais que pourrais-je faire quand l'administration n'a répondu qu'à 20% de ma demande de financement», dira l'un d'eux.

Son confrère s'étonne de la présence de certaines associations de sa commune qui n'ont pas été invitées par lui. «Elles ne sont pas

représentatives et on ne les voit jamais sur le terrain.»

Dans ses interventions, M. Merad a essayé de convaincre le monde associatif présent à cette rencontre sur le sérieux du programme de développement en cours ou à venir. Il n'a pas manqué de rappeler les potentialités dont dispose la wilaya. «Cette wilaya n'a aucune vocation. Elle est sans âme.» Cette thèse ne pouvait qu'être approuvée par ses invités. Répondant à l'intervention d'un enseignant de l'université M'hamed-Bouguerra, il s'est engagé à associer ce temple du savoir à l'étude des problèmes et des phénomènes qui se posent à la wilaya. Il y a eu beaucoup de choses qui ont été dites durant cette rencontre, mais d'aucuns avaient la nette impression dans la salle que par moments l'auditoire écoutait beaucoup plus un responsable qui tente de contrer la sinistrose qui ravage le mental des populations de la wilaya. Par ailleurs, dans l'une de ses interventions, le chef de l'exécutif n'a pas omis de faire appel au civisme de ses administrés pour contribuer à la lutte antiterroriste en soutenant les services de sécurité par l'information sur le mouvement de personnes suspectes.

Il a en outre mis en garde les personnes qui manifestent dans des lieux publics ou qui ferment les sièges des APC pour réclamer leurs droits. Le rendez-vous est pris pour le dernier jeudi du mois.

Abachi L.

RELOGEMENT DE PLUS DE 200 FAMILLES À SÉTIF

La cité Diar En-Nakhla sera démolie

Les autorités locales de la wilaya de Sétif ont pris la décision de reloger, dès aujourd'hui, les 203 familles de la cité Diar En-Nakhla, des habitations datant de l'année 1958 qui menacent ruine et qui sont situées en plein centre-ville, à quelques encablures de Aïn-El-Fouara.

Cette décision a été motivée par l'effondrement de la balustrade d'un balcon à la cité Diar En-Nakhla de Sétif qui a causé, vendredi dernier, des blessures graves à une

jeune fille âgée de 17 ans. Les logements de la cité Diar En-Nakhla menaçant ruine constituent un véritable danger et pour leurs occupants et pour les passagers

puisque même les façades des immeubles sont dans un état lamentable. Ces derniers qui devraient servir de logements de transit à l'ère coloniale continuent d'être occupés jusqu'à ce jour et ce, en dépit des nombreux cris de détresse lancés par les habitants de cette cité.

A cet effet, les propriétaires de ces habitations qui seront démolies après leur évacuation bénéficieront d'un logement et percevront une

importante somme d'argent en guise d'indemnisation. Quant aux locataires, ils bénéficieront de logements sociaux locatifs construits dans le cadre du fonds d'Abu Dhabi au niveau de la cité El-Hidhab. Une nouvelle qui a fait chaud au cœur pour les dizaines de familles de la cité Diar En-Nakhla, qui vivaient dans la peur d'un éventuel effondrement de leur immeuble.

I. S.

TIZI-OUZOU

Glissements de terrain à Bouzeguène et Illoula Ou Malou

Les dernières intempéries ont occasionné des dégâts non négligeables aux infrastructures routières et à l'environnement ainsi qu'à l'arboriculture, menaçant les biens et les personnes à travers les communes de Bouzeguène et d'Illoula Ou Malou, notamment aux villages Ihitoussène, Ibekarène et Tabouda où plusieurs familles vivent dans la crainte de voir leurs habitations emportées par les affaissements et les glissements de terrain qui se sont déclarés ou réveillés la semaine dernière. Un drame accentué par le sentiment d'abandon de ces familles comme à Ihitoussène où l'alerte a pourtant été donnée depuis quelques années déjà par la population sans que les pouvoirs publics daignent réagir, si ce n'est par des promesses sans lendemain.

A Tabouda, un PV a été cependant dressé par la commission de daïra devant le danger que laisse planer le glissement de terrain au chef-lieu, selon le P/APC.

Le CW251 n'a pas été épargné par les pluies et la neige à Takharouvth, et vers le col de Chréa où la chaussée a subi plusieurs affaissements dus essentiellement aux coulées de boue et de roches, à l'obstruction des caniveaux et à l'absence d'entretien de la chaussée.

La situation est autrement plus inquiétante au niveau de l'ouvrage sommaire situé à Ihitoussène, un pont qui s'affaisse chaque année durant la période hivernale laissant paraître des trous béants que l'on se contente de boucher sans qu'une solution idoine ne soit apportée à ce problème qui donne des frayeurs aux usagers de cette route très fréquentée par les engins et les transports en commun — rétrécie à cet endroit — et où le danger n'est signalé que par de simples pierres. Attendrait-on le drame pour intervenir de façon drastique ? Sur ce point, les citoyens se demandent si des réunions d'évaluation des dégâts sont faites par les services concernés «qui attendent souvent que les citoyens les tarabustent pour bouger».

S. Hammoum

Ouverture de deux cantines à Mekla

Le directeur de l'éducation de Tizi-Ouzou a présidé dimanche dernier, en présence des autorités locales, des conseillers en alimentation scolaire et des chefs d'établissement de la région, la cérémonie d'ouverture de deux cantines solaires à Mekla et Djemaâ Saharidj.

La première est un aménagement de l'ancien siège du CAS à l'école Abar-Mokrane, réalisé par la commune qui a injecté un million de dinars dans l'opération en plus de la dotation en matériel, alors que la cantine Haddouchi doit son ouverture à un généreux citoyen qui a mis gracieusement sa salle des fêtes et tout son équipement au service de l'école dans l'attente d'un imminent projet de construction. Ces acquisitions viennent, selon le CAS de Mekla, M. Harrouche, porter le nombre de bénéficiaires du repas scolaire dans la circonscription de Mekla à 3 594 élèves sur les 3 909 scolarisés, soit un taux de 91,94%, et 22 écoles sur 29. Un nombre que compte porter à 100% la DE, de la bouche même de son premier responsable qui a annoncé que la daïra de Mekla a bénéficié cette année de deux nouvelles inscriptions de cantines à Chaouffa et à Djemaâ Saharidj.

Les enseignants de Haddouchi ont soulevé le problème de qualification des cuisiniers, chose qui n'est pas dans les cordes de la DE de Tizi-Ouzou puisque les écoles primaires dépendent des communes. Mais il est suggéré que l'APC privilégie les diplômés pour les recrutements dans le cadre du pré-emploi. Cela alors que le principe de nommer un gestionnaire expérimenté est déjà retenu. Pour rappel, cette année l'allocation journalière est de 30 DA par élève et par jour.

S. H.